

Un des événements les plus marquants par rapport à l'or monétaire a été l'annulation, en novembre 1973, de l'Accord de 1968 sur l'or. Grâce à cette décision, les autorités monétaires sont maintenant libres de vendre de l'or sur le marché libre à un prix supérieur à sa valeur officielle. Si quelques pays se sont réjouis de l'abrogation de l'accord, y voyant un premier pas vers l'établissement d'un système monétaire fondé sur le droit de tirage spécial, certaines autorités de la CEE ont pensé qu'elle permettrait aux banques centrales d'effectuer leurs règlements mutuels en or et en fonction du prix du marché libre. Si l'abandon de l'Accord de 1968 sur l'or devait inciter les pays à utiliser l'or comme moyen de règlement, le besoin de monnaies de réserve et de DTS serait évidemment réduit. Étant donné l'importance des avoirs en or dont disposent les pays de la CEE, il se peut que leurs besoins de monnaies de réserve et de DTS restent assez faibles, surtout s'il se produisait un fort mouvement de désaffectation vis-à-vis de monnaies de réserve telles que le dollar américain.

Il est donc clair que toute décision favorisant le règlement en or de transactions entre les autorités monétaires au taux du marché libre aurait de graves conséquences pour l'établissement d'un système reposant sur le DTS et, par voie de conséquence, sur sa réforme. Il convient également de noter que les ventes de ce genre sont interdites par les statuts du FMI. Une telle mesure équivaldrait à un relèvement sensible du prix officiel de l'or. Elle accentuerait l'importance de l'or dans le système monétaire au moment même où l'on estime que son rôle devrait être progressivement réduit. Il s'ensuivrait en outre un accroissement considérable des liquidités internationales, ce qui aggraverait le problème résultant de l'excès de liquidités causé par les déficits énormes et persistants des États-Unis ces dernières années ainsi que des mouvements massifs de capitaux qui se sont produits lors des récentes crises monétaires.

Étant donné la montée en flèche du prix de l'or sur le marché libre et les importants déficits des paiements prévus par la plupart des membres de la CEE par suite du renchérissement du pétrole, on comprend que ces pays puissent juger opportun, sinon essentiel, de régler en or leurs créances bilatérales en fonction du prix du marché. Il est possible que la France reçoive un appui inattendu d'autres pays européens qui sont restés plus ou moins neutres jusqu'à présent, tels que l'Italie et les Pays-Bas.

Intérêts des États-Unis

Malgré les efforts déployés par les pays d'Europe depuis quelques années pour convaincre les États-Unis de réduire leurs investissements à l'étranger de manière à redresser leur balance de paiements chancelante, les Américains tiennent de toute évidence à rester nettement exportateurs de capitaux pour des raisons tant économiques que politiques. Il leur faut donc se concentrer avant tout sur la balance de leurs paiements courants, c'est-à-dire améliorer leur balance commerciale et, si possible, réduire ou stabiliser leurs dépenses militaires à l'étranger et leur aide aux pays en voie de développement. Par suite des deux dévaluations du dollar et des grands réalignements monétaires, les États-Unis sont devenus de redoutables concurrents sur les marchés mondiaux. Leur balance commerciale s'est rétablie de façon spectaculaire au second semestre de 1973, et ils n'ont pas caché qu'ils espéraient avoir un important excédent en 1974. Cependant, les autorités américaines ne sont pas démesurément optimistes, car le dollar tend à monter à mesure que s'améliore leur balance commerciale. La vigueur du dollar au cours des premiers mois de l'année reflétait également, semble-t-il, le fait que l'économie américaine est moins vulnérable à la crise énergétique et aux relèvements du prix du pétrole que les économies de l'Europe continentale, du Japon et de la Grande-Bretagne. Les Américains sont évidemment sensibles aux conséquences qu'aurait un rétablissement de confiance dans le dollar sur leur capacité de concurrence commerciale. N'étant pas parvenus à obtenir l'aide des Européens pour arrêter la hausse de leur monnaie au début de l'année, ils ont réussi à renverser la tendance en prenant diverses mesures telles que l'intervention sur les marchés des changes par la vente de dollars et la suppression de certaines mesures de contrôle touchant les capitaux.

Washington s'est réjoui du récent reflux de fonds à court terme aux États-Unis, mais les taux d'intérêt élevés offerts sur le marché des eurodollars ont freiné jusqu'à présent l'entrée de capitaux importants. L'afflux de fonds à long terme sous forme d'investissements directs au cours des toutes dernières années n'en a pas moins été très considérable par rapport aux niveaux antérieurs, et on l'a évalué à plus d'un milliard de dollars en 1973. La prise de contrôle de sociétés américaines par les intérêts étrangers liés à ces investissements a des effets traumatisants sur les Américains. Aussi incroyable que cela puisse paraître, on commence à parler aux États-Unis de réglementer et de limi-